



HAL
open science

To be caliph instead of the caliph? The real and supposed betrayal of the No. 2 in power in France (1958-2020)

Pierre-Emmanuel Guigo

► **To cite this version:**

Pierre-Emmanuel Guigo. To be caliph instead of the caliph? The real and supposed betrayal of the No. 2 in power in France (1958-2020). Cahiers d'Agora : revue en Humanités, 2021. <halshs-04333519>

HAL Id: halshs-04333519

<https://shs.hal.science/halshs-04333519v1>

Submitted on 10 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Pierre-Emmanuel GUIGO

Centre de recherche en histoire européenne comparée (CRHEC)

Université Paris Est Créteil

F-94010

pierreemmanuel.guigo@sciencespo.fr

Être calife à la place du calife ?

La trahison réelle et supposée des numéros 2 du pouvoir en France (1958-2020)

Résumé. — Les Premiers ministres de la V^e République sont souvent soupçonnés d'être des traîtres en puissance à l'égard du chef de l'État. Les journalistes décrivent régulièrement la relation n° 2-n° 1 sous l'angle du parricide, comme dans les cas récents de Manuel Valls ou d'Édouard Philippe. Toutefois, à l'exception de Jacques Chirac qui a contribué à fragiliser le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, les autres exemples sont rares et moins significatifs. Les n° 2 s'ils peuvent se distancier des n° 1 pour s'assurer une longévité en politique franchissent rarement le Rubicon, la plupart se satisfaisant de cette position au service du n° 1.

Mots clés. — Premier ministre, Matignon, président de la République, trahison, V^e République. Pierre-Emmanuel Guigo, *Les Cahiers d'AGORA*

To be caliph instead of the caliph? The real and supposed betrayal of the n ° 2 in power in France (1958-2020)

Abstract. — The Prime Ministers of the Fifth Republic are often suspected of being potential traitors to the head of state. Journalists regularly describe relationship No. 2-No. 1 from the perspective of parricide, as in the recent cases of Manuel Valls or Édouard Philippe. However, with the exception of Jacques Chirac who helped weaken Valéry Giscard d'Estaing's seven-year term, other examples are rare and less significant. The No. 2s if they can distance themselves from the No. 1s for longevity in politics rarely cross the Rubicon, with most contenting themselves with this position in the service of No. 1.

Keywords. — French Prime minister, Matignon, French president, treason, French Vth Republic. Pierre-Emmanuel Guigo, *Les Cahiers d'AGORA*

« Être calife à la place du calife. » Ce vœu d'Iznogoud répété à l'envie est bien connu des amateurs de bande dessinée. Ce vizir égoïste et cruel traduit l'ambition des seconds personnages de l'État qui seraient voués inexorablement à vouloir prendre la place du n° 1, en l'occurrence ici le très débonnaire sultan Haroun el Poussah¹. L'expression « calife à la place du calife », inventée par le scénariste de la bande-dessinée Goscinny est en tout cas entrée dans le langage courant, au point que l'image est souvent utilisée tant dans les articles de presse que dans les caricatures pour illustrer les rapports entre n° 1 et n° 2. Les vizirs de la V^e République, les Premiers ministres, sont, comme Iznogoud, toujours suspects de vouloir remplacer celui qui les a nommés. Une pièce de théâtre jouée en 2019 ne s'appelait-elle pas : *De Judas à Manuel Valls : une histoire du centre-gauche*. Il est vrai que dans les institutions de la V^e République, la position de Premier ministre n'est pas des plus enviables, à tel point que la journaliste Raphaëlle Bacqué a intitulé l'enquête consacrée aux Premiers ministres : *L'enfer de Matignon*². Si la constitution lui attribue la conduite de la politique de la nation – selon l'article 20, « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation » et l'article 21 précise : « Le Premier ministre dirige l'action du gouvernement » –, à la tête du gouvernement, il est dépendant du Président de la République qui l'a nommé et concentre beaucoup de pouvoirs entre ses mains : droit de dissolution, référendum, nomination des membres du gouvernements et de l'administration, chef des armées, possibilité de pouvoirs exceptionnels (article 16), sans parler des prérogatives informelles qu'il s'est accaparé par la pratique, à l'image du « domaine réservé » théorisé par Jacques Chaban-Delmas³. La V^e République apparaît ainsi comme une « dyarchie hiérarchisée⁴ » selon les termes de Jean Massot. Un pouvoir bicéphale, mais qui penche du côté du chef de l'État, d'autant qu'en nommant son Premier ministre le chef de l'État attend de lui de la loyauté⁵. Tout ceci laisse peu de place aux Premiers ministres qui sont contraints dans leur action. Les périodes de cohabitation ont vu cet équilibre asymétrique bousculé par les ambitions des deux têtes de l'État aux bords politiques différents, mais ont

¹ GOSCINNY René, TABARY Jean, *Iznogoud*, Dargaud, puis Tabary, 1962.

² BACQUE Raphaëlle, *L'Enfer de Matignon*, Paris, Albin Michel, 2009.

³ AVRIL Pierre, GICQUEL Jean, *Lexique de droit constitutionnel*. Paris, PUF, 2016, p. 37-48.

⁴ MASSOT Jean, *Chef de l'État et chef de gouvernement. Dyarchie et hiérarchie*, Paris, La Documentation française, 1993.

⁵ SCHEHR Sébastien, *Traîtres et trahisons de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Berg international, 2008.

largement tourné à l'avantage des présidents qui ont réussi à imposer leur prévalence dans le domaine militaire et de la politique étrangère⁶.

Le mécontentement populaire pourrait ainsi se concentrer sur la figure présidentielle, mais c'est oublier que la fonction de Premier ministre est aussi là pour servir de bouclier au chef de l'État. C'est à l'occupant de Matignon de gérer la plupart des crises, des conflits sociaux, des désaccords au sein de son gouvernement, au moins jusqu'à la présidence de Nicolas Sarkozy⁷. Jean-Pierre Raffarin explique clairement ce partage des tâches à l'avantage du chef de l'État : « Le premier ministre est un airbag. Nous sommes un peuple qui est à la fois souverainiste et régicide. On a fait des institutions qui nous permettent d'avoir le roi et le premier ministre auquel on coupe la tête⁸. » Le Premier ministre semble ainsi toujours sur un siège éjectable, son départ servant de geste expiatoire pour réconcilier le chef de l'État avec son peuple mécontent, à la manière dont César Borgia s'est servi de Ramiro d'Orco pour exécuter les basses œuvres après la reconquête de la Romagne, avant de le livrer à la vindicte publique⁹.

Si Matignon est ainsi une position essentielle pour conforter son image de dirigeant, pour acquérir une expérience du fonctionnement de l'État, le poste de Premier ministre a aussi brûlé nombre d'ailes. Jacques Chaban-Delmas, Laurent Fabius, Michel Rocard, Pierre Bérégovoy, Edouard Balladur, Alain Juppé, Dominique de Villepin, Manuel Valls n'ont jamais réussi à accéder au sommet de l'État, qu'ils ambitionnaient pourtant. Seul Jacques Chirac semble avoir survécu à « l'enfer de Matignon », et encore au bout de la troisième tentative à l'élection présidentielle et sept ans après avoir quitté Matignon.

Pour un politique aspirant à l'Élysée, Matignon a tout de l'impasse, d'une ornière dont on ne risque de sortir qu'affaibli. La trahison à l'égard du n° 1, se traduisant par une démission, un désaveu de la politique du chef de l'État, une candidature contre lui à la présidentielle suivante, devient dès lors une potentielle bouée de sauvetage. Elle permet à l'occupant de Matignon de se différencier du chef de l'État et de renvoyer la responsabilité d'une situation difficile sur ce dernier. Jean Garrigues fait d'ailleurs de cette trahison politique un passage essentiel pour la conquête du pouvoir sous la V^e République : « Mais elle est devenue indispensable sous la V^e République, où tout converge vers la conquête du pouvoir suprême, c'est-à-dire l'Élysée. Par conséquent, celui qui aspire à devenir président de la République est

⁶ SAUNIER Georges (dir.), *Mitterrand : Les années d'alternance, 1984-1986 et 1986-1988*, Paris, Nouveau Monde, 2019.

⁷ MAIGRET Éric, *L'hyperprésident*, Paris, Armand Colin, 2008.

⁸ Entretien avec Jean-Pierre Raffarin, 9 mars 2021.

⁹ MACHIAVEL Nicolas, *Le Prince*, Paris, Le livre de poche, 2000, p. 84-85.

presque condamné à trahir un jour pour accéder à ce trône unique, tant convoité¹⁰. » En effet, loin d'être l'acte honni souvent décrit, la trahison peut aussi être créatrice et générer du devenir comme le souligne à juste titre Sébastien Schehr¹¹. Ceci explique que cette trahison soit tellement crainte et l'objet de nombreux articles de presse commentant les rapports entre les deux figures de l'État. Dès les premiers accrochages, inéluctables dans le gouvernement d'un pays, les articles fleurissent pour expliquer le désaccord et le conflit à venir. Les derniers mois d'Édouard Philippe à Matignon en ont donné un bon témoignage. La hausse du Premier ministre dans les sondages et sa gestion de la crise Covid-19 ont suscité de nombreux articles évoquant les relations de plus en plus tendues à la tête de l'État, jusqu'au départ de l'hôte de Matignon le 3 juillet 2020. Tous les Premiers ministres ou presque ont eu affaire à ce genre de tourbillon médiatique. La trahison relève ainsi parfois plus du fantasme médiatique que de la réalité politique. Là où les médias cherchent en permanence les petites phrases et les stratégies, le quotidien d'un gouvernement est aussi fait de convictions et de désaccords qui ne seraient se limiter à des conflits d'ambition.

Nous nous demanderons ainsi dans cet article si la trahison n'est pas une étape incontournable pour les Premiers ministres en vue d'assurer leur maintien dans le jeu politique. Et si ce geste est aussi répandu que le laisse penser son évocation médiatique. Dans un premier temps nous verrons que la trahison d'un Premier ministre à l'égard du chef de l'État s'avère un moyen essentiel d'assurer un avenir politique après Matignon. Toutefois, cela reste un phénomène rare et nous tenterons d'en comprendre les raisons. Enfin, nous verrons que le registre de la trahison est largement utilisé par les médias pour décrire les rapports entre Matignon et l'Élysée, et ce afin de nourrir l'actualité, quitte à s'appuyer sur des micro-événements peu significatifs.

Trahir pour continuer à exister après Matignon

La position de Premier ministre est largement inconfortable comme nous l'avons décrite. Fusible du chef de l'État, l'hôte de Matignon se doit de protéger l'Élysée. Quand ce n'est pas le cas et que le Premier ministre s'avère plus apprécié que le président, il subit les foudres de ce dernier pour cause de crime de lèse-majesté. Ainsi, Jacques Chaban-Delmas a été démis de ses fonctions par Georges Pompidou qui n'appréciait guère les initiatives d'un Premier ministre

¹⁰ GARRIGUES Jean (dir.), *La République des traîtres. De 1958 à nos jours*. Paris, Tallandier, 2020, p. 9.

¹¹ SCHEHR Sébastien, *Traîtres et trahisons de l'Antiquité à nos jours*, op. cit.

aimé de l'opinion publique. Michel Rocard sera lui aussi « chabanisé » en 1991, alors qu'il restait très populaire dans les sondages. Plus récemment, Édouard Philippe a été remplacé à Matignon en pleine crise de la Covid-19 alors que celle-ci l'avait conforté, au contraire du chef de l'État¹². Pour le président, il n'y a souvent de bon Premier ministre que soumis ou mâté.

Dans ces conditions, espérer un destin politique après avoir occupé Matignon s'avère difficile, à tel point que certains hommes politiques préfèrent sauter cette étape périlleuse dans leur *cursus honorum*. Nicolas Sarkozy, après avoir envisagé de devenir Premier ministre en 2002 va viser directement l'Élysée par la suite. Jacques Chirac avait refusé d'entrer une troisième fois à Matignon en 1993, après la victoire écrasante de la droite aux législatives, préférant se réserver pour la présidentielle de 1995.

Afin de ne pas sortir de Matignon usé par la fonction, la prise de distance, voire une autonomisation à l'égard du chef de l'État peut être une des clés pour le Premier ministre. En vue de la présidentielle de 2017, Manuel Valls multipliera au cours de l'année 2016 les initiatives, plus ou moins avalisées par l'Élysée, à l'image de la loi El Khomri, défendue plus mollement par François Hollande. Le Premier ministre choisira le passage par le vote bloqué du 49-3 contre l'avis du président. Alors que le chef de l'État est de plus en plus bas dans les sondages, hypothéquant toute chance de nouvelle candidature, le Premier ministre multiplie les attaques à son encontre. Lorsque sort l'ouvrage de Fabrice Lhomme et Gérard Davet, *Un président ne devrait pas dire ça*¹³, fait de confidences hasardeuses de François Hollande, le Premier ministre déclare que le chef de l'État n'est plus en position de se représenter, évoquant même une « honte » chez les militants¹⁴. Finalement l'esquisse de plus en plus concrète de sa candidature à l'Élysée, y compris contre le président de la République¹⁵, contraint ce dernier à y renoncer le 1^{er} décembre 2016.

Sans aller jusque-là, plusieurs Premiers ministres ont eu conscience de la nécessité de se distancier du chef de l'État pour ne pas être totalement liés à son destin. Laurent Fabius n'hésitera pas, à Matignon, à prendre ses distances à l'égard de François Mitterrand, alors même qu'il lui doit d'être le plus jeune Premier ministre de la V^e République. Lorsque le chef de l'État fait le choix de recevoir le dictateur polonais Wojciech Jaruzelski, le 4 décembre 1985, Laurent

¹² GUIGO Pierre-Emmanuel, « France: An Unpopular Government Facing an Unprecedented Crisis » in LILLEKER Darren, NOVELLI Edoardo, *Political Communication and Covid 19: Governance and Rhetoric in Times of crisis*, Londres, Routledge, 2021, p. 88-98.

¹³ DAVET Gérard, LHOMME Fabrice, *Un président ne devrait pas dire ça*, Paris, Stock, 2016.

¹⁴ *Le Monde*, 27 octobre 2016.

¹⁵ Interview pour le *Journal du dimanche*, 27 novembre 2016.

Fabius signale son « trouble¹⁶ » à l'Assemblée nationale. Mais suite à ce qui ressemble clairement à une critique à l'égard de la politique étrangère du président, le Premier ministre ne multipliera pas les petites phrases de ce type, parlant même d'une « communion étroite » avec le président, ayant beaucoup plus à gagner d'un passage de relai entre le chef de l'État et son Premier ministre.

C'est cette indépendance à l'égard du président que Jacques Chaban-Delmas va cultiver pendant ses trois ans à Matignon¹⁷. Fort d'une légitimité issue de la Résistance qui a fait de lui un général à 29 ans, et d'une assise locale (il est maire de Bordeaux depuis 1947), il ne se voit pas comme un simple collaborateur de Georges Pompidou. Il peut se prévaloir d'une ancienneté plus forte que l'hôte de Matignon dans l'entourage gaulliste. Son autonomie, il la montre dès ses premiers instants dans les fonctions de Premier ministre en omettant de transmettre son discours de politique générale – le célèbre discours sur la « Nouvelle société¹⁸ » – à Georges Pompidou. Dans son action, il prend des décisions qui heurtent le chef de l'État, notamment dans le processus de libéralisation de l'ORTF qu'il amorce. Il impose Pierre Desgraupes, une des têtes de file de la grève de 1968, à la tête de la 1^{ère} chaîne de télévision, contre l'avis du président. Mais c'est surtout en réclamant un nouveau vote de confiance aux députés, le 23 mai 1972, qu'il finit de froisser le chef de l'État qui voit son Premier ministre le déborder. En effet, en se réclamant de la légitimité des représentants de la nation, Jacques Chaban-Delmas, se sentant affaibli, cherche à contester la légitimité du président qui découle, elle, du suffrage universel. Pour Georges Pompidou c'est la trahison définitive. Il l'avait pourtant prévenu avant ce vote : « Attention, cette fois-ci vous touchez à mes prérogatives constitutionnelles¹⁹. »

Ne pouvant le limoger immédiatement, il devra encore attendre un mois et demi avant de se séparer de lui et de le remplacer par le très docile Pierre Mesmer²⁰. Dans le *Nœud gordien*, son ouvrage posthume, Georges Pompidou décrit ce que devait être un bon Premier ministre selon lui : « Les présidents de la République seront conduits à choisir des hommes qui leur

¹⁶ Déclaration de M. Laurent Fabius, Premier ministre, en réponse à une question sur la visite de M. Jaruzelski à Paris, à l'Assemblée nationale le 4 décembre 1985.

¹⁷ BONFRESCHI Lucia, « Le triangle du pouvoir : Jacques Chaban-Delmas, Georges Pompidou et le mouvement gaulliste, 1969-1972 », in LACHAISE Bernard (dir.), *Jacques Chaban-Delmas en politique*. Paris, PUF, 2007, p. 251-266.

¹⁸ CHABAN-DELMAS Jacques, *Discours de politique générale « La Nouvelle société »*, 16 septembre 1969.

¹⁹ Entretiens d'Édouard Balladur avec Noëlline Castagnez-Ruggiu et Anne Leboucher-Sebbab, les 24 et 25 février et 2 mars 2000, Archives nationales [AN], 1 AV 580.

²⁰ CASTAGNEZ Noëlline, LEBOUCHER-SEBBAB Anne, « Les relations entre le Premier ministre et le président de la République : une question toujours débattue », in COINTET Jean-Paul (dir.), *Un politique : Georges Pompidou*. Paris, PUF, 2001, p. 115-138.

soient étroitement liés, sur le plan non seulement politique, mais intellectuel et personnel, et dont ils n'aient jamais à redouter, je dis pas l'indépendance de pensée et d'expression – qui est essentielle –, mais la concurrence²¹. »

Jacques Chirac est clairement celui dont l'attitude politique peut être assimilée à de la trahison. Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing depuis deux ans, après notamment avoir trahi son propre camp en appelant à voter pour le maire de Chamalières, contre le leader de son propre parti, Jacques Chaban-Delmas²², Jacques Chirac démissionne de manière unilatérale le 25 août 1976. La cause officielle paraît bien mince si on la compare aux ambitions qui animent le démissionnaire. Dans son allocution du 25 août, Jacques Chirac explique qu'il n'a pas les moyens de gouverner²³.

En quittant ses fonctions, l'ancien Premier ministre va pouvoir réconcilier son camp, l'UDR, ébranlé par la défaite de Jacques Chaban-Delmas. Quelques semaines après son départ, il peut ainsi rassembler un congrès fondateur d'un nouveau mouvement politique, le RPR (Rassemblement pour la République), dont il est l'évident leader (congrès du 5 décembre 1976). En 1977, il prendra la tête de la campagne du RPR à Paris et emportera la mairie, contre le candidat du chef de l'État, Michel d'Ornano. Vont s'ensuivre 4 ans d'affrontements à épées mouchetées entre le président de la République et celui du RPR, aboutissant à deux candidatures distinctes à la présidentielle de 1981. Après l'échec de Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac pourra sans difficulté s'imposer comme le nouveau dirigeant de la droite, car « le vainqueur n'est jamais un traître » comme le rappelle Enrico Pozzi²⁴.

Ce danger d'une trahison primo-ministérielle est bien comprise des présidents de la République. François Mitterrand ne cessait entre 1988 et 1991 de confier à ses proches à l'égard de Michel Rocard : « Il me trahit tous les jours²⁵. » Georges Pompidou, sans être aussi direct, reprocha à son Premier ministre Jacques Chaban-Delmas de le mettre en difficulté pour son pur profit personnel : « Comme Premier ministre, il se méfiait de moi et ne prenait pas d'initiative hasardeuse, sauf, et en demi-secret, dans quelques domaines où il avait des attaches. Il me laissait pratiquement le soin de tout décider, plus que je n'aurais voulu, se contentant de soigner

²¹ POMPIDOU Georges, *Le nœud gordien*, Paris, Plon, 1974, p. 65.

²² Voir l'article dans le même numéro de MULLER Bryan, « Du traître au gaullisme au champion du néogaullisme : la figure ambiguë de Jacques Chirac dans les années 1970 ».

²³ Discours de Jacques Chirac, 25 août 1976 : <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000136/la-demission-de-jacques-chirac.html>.

²⁴ Pozzi Enrico, « Le paradigme du traître », in SCARFONE Dominique, (dir.), *De la Trahison*, Paris, PUF, 1999, p. 9.

²⁵ DUPIN Éric, *L'après Mitterrand. Le parti socialiste à la dérive*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, p. 268.

son “image de marque” par quelques beaux discours que lui écrivaient Cannac et Delors et par une cour permanente faite aux journalistes de tout bord²⁶. »

De Gaulle aussi s’était senti trahi lorsque Georges Pompidou avait entamé en son absence des négociations en mai 68²⁷. Depuis plusieurs mois il s’agaçait de l’autonomie prise par son n° 2 depuis six ans, comme le relate Jacques Foccart : « Il n'exécute pas ma politique, traficote tout le temps, il arrange les choses. Or il n'est pas là pour arranger les choses. Mais, voyez-vous, il n'a pas de couilles²⁸. » Il choisira en juin suivant de remplacer son Premier ministre par Maurice Couve de Murville, beaucoup plus docile et effacé. Nettement plus récemment Emmanuel Macron a confié à la journaliste Gaëlle Tchakaloff le risque d’une trahison d’Édouard Philippe, en faisant même un argument pour sa nomination : « Relis Plutarque, et tu sauras qu'il vaut mieux travailler avec un homme dont tu sais qu'il peut trahir plutôt que d'être trahi par surprise²⁹. »

Les chefs de l’État mettent en place toute une série de garde-fou pour éviter que le Premier ministre ne s’autonomise trop. L’entourage du Premier ministre n’est pas uniquement choisi par lui. Ainsi, Jean-Pierre Raffarin a évoqué la nomination d’un n° 2 de cabinet à ses côtés, entièrement dévolu au chef de l’État, Jean-François Cirelli, ancien conseiller de Jacques Chirac³⁰. Le directeur de cabinet de Jean Castex depuis juillet 2020 n’est autre qu’un très proche d’Emmanuel Macron, Nicolas Revel. Michel Rocard reçoit les conseillers en communication du président de la République, Gérard Colé et Jacques Pilhan à Matignon, sans que ceux-ci aient de fonction officielle.

Le président de la République prend souvent la décision finale des membres du gouvernement qu’il peut imposer à son Premier ministre. Michel Rocard témoigne ainsi d’un gouvernement largement déterminé par l’Élysée, plaçant aux principaux ministères régaliens les proches du président : Roland Dumas aux Affaires étrangères, Jean-Pierre Chevènement à la Défense, Pierre Joxe à l’Intérieur, Pierre Bérégovoy à Bercy etc³¹. De même Pierre Mauroy n’a pas pu beaucoup peser sur la nomination de son gouvernement. Quelques mois avant sa

²⁶ POMPIDOU Georges, *Lettre, notes et portraits (1928-1974)*, Paris, Robert Laffont, 2012.

²⁷ LACHAISE Bernard, TRICAUD Sabrina, *Georges Pompidou et mai 68*, Paris, Peter Lang, 2009.

²⁸ FOCCART Jacques, *Journal de l’Élysée, tome 1 : Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967)*, Paris, Fayard, 2007, p. 767.

²⁹ TCHAKALOFF Gaëlle, *Tant qu’on est tous les deux*, Paris, Flammarion, 2021.

³⁰ Entretien avec Jean-Pierre Raffarin, 9 mars 2021.

³¹ ROCARD Michel, *Si la gauche savait (entretien avec Georges-Marc Benamou) [2005]*, Paris, Seuil, 2007, p. 275.

démission, Jacques Chirac avait aussi dû composer avec un gouvernement beaucoup plus giscardien que le précédent, dans lequel Michel Poniatowski, l'un des plus proches amis de Valéry Giscard d'Estaing pesait fortement.

Pour s'assurer de la loyauté de son Premier ministre le chef de l'État peut également demander à son n° 2 de lui signer une lettre de démission dès sa nomination. C'est une pratique utilisée par le général de Gaulle, Georges Pompidou³², mais aussi par François Mitterrand. En effet, selon l'article 8 de la Constitution, le Premier ministre ne doit quitter son poste qu'en cas de motion de censure de l'Assemblée Nationale. Rien ne l'oblige à démissionner en cas de désaccord avec le chef de l'État, ce qui permettra notamment à Lionel Jospin de rester cinq ans à Matignon, malgré la cohabitation.

Trahir : au final un geste rare

Si la trahison à l'égard du président, ou au moins la prise de distance, paraît un moyen essentiel pour survivre à Matignon, le cas de Jacques Chirac reste au final isolé. Malgré les craintes presque systématiques des chefs de l'État, trahir le n° 1 reste une pratique exceptionnelle. C'est d'abord une prise de risque considérable. Le « traître » peut voir cette image de Brutus lui coller à la peau pour les décennies suivantes, ainsi de Manuel Valls qui peine à véritablement revenir au premier plan. Jacques Chirac a mis lui aussi des années à réconcilier les deux droites derrière lui³³. Jacques Chaban-Delmas, coupable aux yeux des pompidolistes d'avoir pris trop de distance à l'égard de Georges Pompidou, verra finalement ces derniers soutenir Valéry Giscard d'Estaing contre lui lors de l'élection présidentielle de 1974. « La trahison suit le traître comme son ombre et là réside l'essentiel de sa peine³⁴ » souligne Sébastien Schehr.

En outre, choisir de quitter Matignon comme Jacques Chirac en désavouant le président, c'est aussi risquer de voir son remplaçant s'installer lui aussi dans la course au n° 1. Ainsi, Jacques Chirac verra son « ami de 30 ans » Édouard Balladur s'imposer comme un concurrent sérieux pour la présidentielle de 1995, après sa nomination à Matignon.

Au final, la majorité des Premiers ministres choisissent une stratégie de fidélité à l'égard du chef de l'État, quitte à menacer leur ambition personnelle. Il faut en effet distinguer, avec Jean-Pierre Raffarin, les Premiers ministres de « position », qui aspiraient avant Matignon à

³² Pierre Messmer en témoigne dans l'enquête de BACQUE Raphaëlle, *L'enfer de Matignon, op. cit.*

³³ BERNARD Mathias, *La guerre des droites. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Odile Jacob, 2007.

³⁴ SCHEHR Sébastien, « La trahison : une perspective sociohistorique sur la transgression en politique », in *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n° 23, 2016/1, p. 135-149.

l'élection présidentielle (Michel Rocard, Jacques Chirac, Laurent Fabius, Lionel Jospin), et pour qui il s'agit d'une étape dans leur parcours, des Premiers ministres de « destination ». Ces derniers, souvent des personnalités de second plan, sont nommées à Matignon car perçues comme fidèles au chef de l'État et lui permettant de compléter son profil politique. Jean-Pierre Raffarin incarne ainsi l'ancienne UDF (Union pour la démocratie française) au sein de la majorité de Jacques Chirac en 2002. Raymond Barre est réputé « le meilleur économiste de France », lorsque Valéry Giscard d'Estaing le nomme à la tête du gouvernement pour faire face à la crise économique qui s'abat sur le pays depuis 1973. Jean Castex, élu de terrain et ancien énarque, vient conforter la volonté d'Emmanuel Macron de renouer avec la politique de décentralisation. Il amène aussi son expérience au plus jeune président de la V^e République.

Pour ces n° 2 de destination, seule la posture du loyal serviteur est envisageable³⁵. Mais même pour les Premiers ministres de position, y compris lorsque leurs rapports sont très mauvais avec le chef de l'État, la trahison n'est pas forcément la solution la plus évidente. Ainsi, Michel Rocard qui nourrit une relation difficile avec François Mitterrand depuis plus de 20 ans³⁶, choisit pourtant la fidélité durant ses trois ans à Matignon, et ce parfois contre l'avis de son entourage. Jean-Paul Huchon donnera un nom à cette posture : « le génie des carpettes » : « Ainsi, bâtit-on cette stratégie dite par l'un d'entre nous – c'était au moment des événements de Roumanie – du " génie des carpettes ", et qui consistait à se référer incessamment à l'Élysée et à sa vision " sublime " des affaires ; de là, la loyauté affichée –, d'ailleurs, sans se forcer – à l'égard de l'entourage présidentiel et de l'Élysée. De là, l'effacement systématique et élégant dans les occasions de parade au profit du président ou de ses représentants³⁷. »

Au lieu de prendre ses distances à l'égard du Président, Michel Rocard colle à sa position et à son discours en permanence. Il espère ainsi un passage de relai entre les deux personnages principaux de l'État, comme d'autres avant lui (Georges Pompidou avec le général de Gaulle, Laurent Fabius avec François Mitterrand), sans succès. En durant à Matignon, le Premier ministre montre aussi sa capacité à gouverner, qui si elle peut lui jouer des tours à court terme peut être utile à plus long terme. C'est notamment sa longévité à Matignon qui permettra à Raymond Barre de nourrir des espoirs pour la présidentielle de 1988.

³⁵ Entretien avec Jean-Pierre Raffarin, 9 mars 2021.

³⁶ GUIGO Pierre-Emmanuel, « La guerre des deux roses : la médiatisation du conflit Mitterrand-Rocard des années 1970 à nos jours », in *Revue historique*, n° 696, 2020, p. 179-202.

³⁷ HUCHON Jean-Paul, *Jours tranquilles à Matignon*, Paris, Grasset, 1993, p. 64.

Selon Malin Akerström³⁸, outre le retrait, l'abandon décrit plus haut, il y a un autre grand type de trahison qui relève de la révélation de secrets. Or, si ce genre de trahison est courant en politique – on peut penser aux révélations qui ont conduit à l'Affaire Fillon – aucun Premier ministre en a fait usage, en tout cas dans l'exercice de ces fonctions. Michel Rocard était ainsi au courant de la mise sur écoute de personnalités par François Mitterrand, mais ne l'a pas divulgué lorsqu'il était en fonction. Briser ainsi le secret de l'État ce serait en effet solder définitivement ses chances de gouverner par la suite, montrer son incapacité à se conformer à un des enjeux essentiels du pouvoir.

La trahison : un pseudo-événement des médias ?

La trahison des n°2 s'avère au final beaucoup plus un objet de discours qu'une réalité. Les médias utilisent volontiers ce registre pour décrire les rapports entre le Premier ministre et le président de la République. L'image de la trahison a l'avantage dans le discours médiatique de dramatiser les relations au sein du couple gouvernemental, voire même de le feuilletoniser³⁹. La vie politique est donc simplifiée de ses débats idéologiques pour se concentrer sur l'affrontement entre des personnalités. Comme l'a montré Marlène Coulomb-Gully, le « récit médiatique » fonctionne de « façon archétypale », décrivant les acteurs politiques selon des « rôles types⁴⁰. » La figure du traître, courante en littérature ou dans l'histoire (on peut penser à Judas ou au Iago d'Othello) parle ainsi à tout un chacun. La trahison permet de clarifier une situation plus complexe⁴¹.

Ce registre s'impose plus particulièrement depuis les années 1970, alors que le discours médiatique évolue. Les journalistes jusque-là respectueux des fonctions politiques et s'intéressant surtout aux débats de fonds, optent avec l'essor d'une nouvelle génération pour un suivi de la politique beaucoup plus focalisé sur les relations personnelles entre les dirigeants et leurs conflits. C'est ce que Anthony Broh a appelé le « horse race journalism⁴². » Les rubriques politiques s'apparentent de plus en plus à une vaste course d'ambition ponctuée de sondages

38 ÅKERSTRÖM Malin, *Betrayal and Betrayers: The Sociology of Treachery*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1991.

39 BARONI Raphaël *et alii.* « De l'intrigue littéraire à l'intrigue médiatique : le feuilleton Swissmetal », in *A contrario – Littérature et sciences sociales dans l'espace romand*, n° 4, 2006, p. 126.

40 COULOMB-GULLY Marlène, *La démocratie mise en scènes*, Paris, CNRS, 2001, p. 24.

41 POZZI Enrico, « Le paradigme du traître », *op. cit.*

42 BROH Anthony, « Horse race journalism: reporting the poll in the 1976 presidential election », in *Public Opinion Quarterly*, n° 44, 1980, p. 514-529.

pour évaluer les chances des prétendants. L'analyse se focalise de plus en plus sur la stratégie des politiques en vue de la conquête du pouvoir comme l'explique Nicolas Kaciaf :

Cette évolution s'inscrit plus généralement dans un ensemble d'innovations rhétoriques mises en œuvre par les journalistes pour mieux se distancier des forces politiques. D'une part, ils s'enorgueillissent de ne plus seulement apparaître comme des "boîtes aux lettres" qui se contenteraient de relayer les discours officiels des organisations politiques ; d'autre part, à moins de s'afficher comme de simples supporters du personnel politique, les journalistes s'autorisent de moins en moins à émettre ouvertement leurs préférences partisans. Se généralisent alors des registres de décryptage, à travers lesquels les rédacteurs se posent en experts, supposés impartiaux, des stratégies de pouvoir des acteurs politiques⁴³.

La mise en lumière des ambitions du n° 2 et ses tentatives de déstabiliser le n° 1 sont donc un bon moyen d'alimenter les chroniques de l'actualité à peu de frais.

La multiplication des supports médiatiques amplifie aussi la nécessité de nouveaux événements à évoquer. En l'absence de ceux-ci, les journalistes n'hésitent pas à faire de petites phrases de véritables événements, ce que le sociologue américain Daniel Boorstin appelle des « pseudo-événements⁴⁴. » Ainsi, le « moi c'est moi et lui c'est lui » de Laurent Fabius va donner lieu à plusieurs jours de débat dans la presse sur la possible démission du Premier ministre, alors qu'il n'en a semble-t-il jamais été question⁴⁵. Lors du Congrès de Rennes (15-18 mars 1990) au cours duquel les « éléphants » du PS se battent pour l'héritage de François Mitterrand, Michel Rocard est l'objet de nombreux articles qui le voient comme un manœuvrier cherchant à attiser les divisions entre les mitrerrandistes, alors même qu'il suit la consigne du chef de l'État et ne prend pas part aux alliances. Le pugilat final auquel il ne participe pas est même la preuve pour les journalistes qu'il est celui qui tire son épingle du jeu : « Michel Rocard, lui, s'est bien sorti du congrès, trop bien. Pour les Français comme pour les militants, il est l'homme vertueux qui n'aura trempé dans aucun coup. C'est le vainqueur de Rennes. Par défaut. Qui croira que le Président s'en félicite⁴⁶ ? »

La caricature médiatique est particulièrement friande de l'image du traître. *Le Bébête Show*, programme de satire politique zoomorphe fait de Michel Rocard, alias le corbeau « Rocroa », un Iznogoud en puissance qui complimente sans cesse Kermitterrand – la

⁴³ KACIAF Nicolas, *Les pages « politique »*. *Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*, Rennes, PUR, 2014, p. 25.

⁴⁴ BOORSTIN Daniel J., *Le triomphe de l'image. Une histoire des pseudo-événements en Amérique [1962]*, Paris, Lux, 2012.

⁴⁵ PAWELSKI Léa, *Communication politique, représentation médiatique. L'exemple de Laurent Fabius Premier ministre*, Paris, Nouveau Monde, à paraître.

⁴⁶ *Le Figaro*, 18 mars 1990.

marionnette de François Mitterrand à l'apparence de grenouille – pour mieux le piéger et le remplacer. Lors de la cohabitation, il dépeignait déjà un Jacques Chirac transformé en vautour, lorgnant sur le poste de François Mitterrand.

Conclusion

La trahison du n° 2 à l'égard du n° 1 dans les institutions de la V^e République s'avère au final assez logique étant donné l'asymétrie entre les deux fonctions. C'est ce qui explique que le fait soit tellement craint des n° 1 qui, bien loin d'Haroun el Poussah, mettent en œuvre toute une série de garde-fous pour se prémunir de cette potentielle trahison. Pourtant le geste reste rare, à l'exception de Jacques Chirac ou de Manuel Valls. Trahir celui qui les a nommés est en effet une véritable prise de risque qui peut être bien plus fatale que rester fidèle dans toute circonstance. Surtout, tous les Premiers ministres ne peuvent se prévaloir d'une véritable ambition de devenir n° 1. La majorité sont nommés à cette fonction justement pour leur proximité du chef de l'État et leur absence de réelle ambition personnelle. Les Premiers ministres de destination sont ainsi plus courants que ceux de position. Cela n'empêche pas certains dénués d'ambition présidentielle d'en nourrir une par la suite, à l'image de Raymond Barre ou d'Édouard Balladur. Le Premier ministre se conçoit ainsi plus volontiers comme un collaborateur à la disposition du chef de l'État plutôt qu'en comploteur insatiable. Peu fréquente la trahison potentielle du n° 2 connaît néanmoins un grand succès médiatique. Pour des journalistes à la recherche de petites phrases et de conflits personnels au sein de la vie politique, les relations tumultueuses au sein du couple gouvernemental est un bon moyen d'alimenter l'actualité. La description du n° 2 comme un traître ambitieux peut facilement être comprise d'un grand public beaucoup moins au fait des débats idéologiques ou des procédures gouvernementales.

Références

Archives

AN, 1 AV 580, entretiens d'Édouard Balladur avec Noëlline Castagnez-Ruggiu et Anne Leboucher-Sebbab, les 24 et 25 février et 2 mars 2000.

AN, 680AP, Archives de Michel Rocard (1988-1991).

Archives de la Fondation Jean Jaurès, Fonds Pierre Mauroy, 1FP1.

Entretiens

Jean-Pierre Raffarin, 9 mars 2021.

Michel Rocard, 12 novembre 2012, 4 juillet 2013.

Manuel Valls, 5 mars 2018.

Sources (imprimées)

BACQUE Raphaëlle, *L'Enfer de Matignon*, Paris, Albin Michel, 2009. COTTA Michèle, *Carnets secrets de la V^{ème} République*, t. 2 et 3, Paris, Fayard, 2008. DUHAMEL Alain, *Les prétendants*, Paris, Gallimard, 1987. DUHAMEL Alain, *Une histoire personnelle de la Cinquième République*, Paris, Points, 2014.

FOCCART Jacques, *Journal de l'Élysée, tome 1 : Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967)*, Paris, Fayard, 2007.

HUCHON Jean-Paul, *Jours tranquilles à Matignon*, Paris, Grasset, 1993.

MACHIAVEL Nicolas, *Le Prince*, Paris, Le livre de poche, 2000.

POMPIDOU Georges, *Le noeuf gordien*, Paris, Plon, 1974.

POMPIDOU Georges, *Lettre, notes et portraits (1928-1974)*, Paris, Robert Laffont, 2012.

ROCARD Michel, *Si la gauche savait (entretien avec Georges-Marc Benamou) [2005]*, Paris, Seuil, 2007.

SERGENT Pierre, *Oedipe à Matignon*, Paris, Balland, 1989.

TCHAKALOFF Gaëlle, *Tant qu'on est tous les deux*, Paris, Flammarion, 2021.

Bibliographie

- ÅKERSTRÖM Malin, *Betrayal and Betrayers: The Sociology of Treachery*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1991.
- AVRIL Pierre, GICQUEL Jean, *Lexique de droit constitutionnel*. Paris, PUF, 2016, p. 37-48.
- BANTIGNY Ludivine, *La France à l'heure du monde. De 1981 à nos jours*, Paris, Seuil, 2013.
- BARONI Raphaël *et alii*. « De l'intrigue littéraire à l'intrigue médiatique : le feuilleton Swissmetal », in *A contrario – Littérature et sciences sociales dans l'espace romand*, n° 4, 2006.
- BERNARD Mathias, *La guerre des droites. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Odile Jacob, 2007.
- BOORSTIN Daniel J., *Le triomphe de l'image. Une histoire des pseudo-événements en Amérique [1962]*, Paris, Lux, 2012.
- BROH Anthony, « Horse race journalism: reporting the poll in the 1976 presidential election », in *Public Opinion Quarterly*, n° 44, 1980, p. 514-529.
- COINTET Jean-Paul *et alii*. (dir.), *Un politique : Georges Pompidou*. Paris, PUF, 2001.
- COLLOVALD Annie, *Jacques Chirac et le gaullisme. Biographie d'un héritier à histoire(s)*, Paris, Belin, 1999.
- COULOMB-GULLY Marlène, *La démocratie mise en scènes*, Paris, CNRS, 2001.
- DAVET Gérard, LHOMME Fabrice, *Un président ne devrait pas dire ça*, Paris, Stock, 2016.
- DUPIN Éric, *L'après Mitterrand. Le parti socialiste à la dérive*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.
- GARRIGUES Jean, GUILLAUME Sylvie, SIRINELLI Jean-François (dir.), *Comprendre la V^e République*, Paris, PUF, 2010.
- GARRIGUES Jean (dir.), *La République des traîtres. De 1958 à nos jours*. Paris, Tallandier, 2020.
- GUIGO Pierre-Emmanuel, *Michel Rocard*, Paris, Perrin, 2020.
- GUIGO Pierre-Emmanuel, « La guerre des deux roses : la médiatisation du conflit Mitterrand-Rocard des années 1970 à nos jours », in *Revue historique*, n° 696, 2020, p. 179-202.

GUIGO Pierre-Emmanuel, « France: An Unpopular Government Facing an Unprecedented Crisis » in LILLEKER Darren, NOVELLI Edoardo, *Political Communication and Covid 19: Governance and Rhetoric in Times of crisis*, Londres, Routledge, 2021, p. 88-98.

KACIAF Nicolas, *Les pages « politique ». Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*, Rennes, PUR, 2014.

LACHAISE Bernard (dir.), *Jacques Chaban-Delmas en politique*. Paris, PUF, 2007.

LACHAISE Bernard, TRICAUD Sabrina, *Georges Pompidou et mai 68*, Paris, Peter Lang, 2009.

MAIGRET Éric, *L'hyperprésident*, Paris, Armand Colin, 2008.

MASSOT Jean, *Chef de l'État et chef de gouvernement. Dyarchie et hiérarchie*, Paris, La Documentation française, 1993.

PAWELSKI Léa, *Communication politique, représentation médiatique. L'exemple de Laurent Fabius Premier ministre*, Paris, Nouveau Monde, à paraître.

SCARFONE Dominique (dir.), *De la trahison*, Paris, PUF, 1999.

SAUNIER Georges (dir.), *Mitterrand : Les années d'alternance, 1984-1986 et 1986-1988*, Paris, Nouveau Monde, 2019.

SCHEHR Sébastien, *Traîtres et trahisons de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Berg international, 2008.

SCHEHR Sébastien, « La trahison : une perspective sociohistorique sur la transgression en politique », in *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n° 23, 2016/1, p. 135-149.